

Les mauvais comptes d'Emmanuel Macron, contribution thématique économie

Paris Section 9 Jacques Bravo

La pandémie de COVID-19 prélève un lourd tribut social et économique en Europe et en France. À la mi-octobre 2020, plus de 240 000 personnes ont succombé à la maladie en Europe, et près de 7 millions ont été contaminées par le virus. Les mesures de confinement mises en œuvre au début du printemps et la distanciation physique volontaire ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et fait baisser la demande, ce qui a entraîné un effondrement sans équivalent de l'activité économique.

Après une année 2020 marquée par l'effet violent de la crise sanitaire pour l'ensemble des économies, la question de l'évolution de 2021 se pose avec une plus grande acuité. La deuxième vague de coronavirus laisse désormais planer de nouvelles incertitudes sur la reprise et le FMI vient de livrer en octobre ses dernières prévisions d'activité. Désormais, au niveau mondial, les projections envisagent une reprise en 2021 avec une croissance de 5,2%, après une baisse de 4,4 % en 2020. La raison de cette progression tient à une reprise au troisième trimestre qui a été forte, mais sans retrouver les niveaux d'avant la crise.

En France, le choix d'une politique néo-libérale n'est pas à la hauteur des enjeux, la France va connaître en 2021 un taux de chômage en plus forte croissance et aucune réforme structurelle d'envergure n'aura été réalisée dans ce quinquennat.

1/ Un environnement mondial plus favorable sur le troisième trimestre.

Avec une croissance estimée à 5,2% en 2021, la zone euro, France et Espagne en tête, s'en sortirait mieux que les États-Unis ou le Japon, alors que la récession enregistrée par les Européens en 2020 a été plus importante. De façon surprenante aussi, la Chine retrouverait une croissance de plus de 8% en 2021 sans connaître de récession sur l'année 2020. Les croissances seraient à contrario beaucoup plus modérées en Russie et au Brésil en raison de leurs fortes expositions aux matières premières.

Pays	Prévisions de croissance du PIB (%)			Chômage (en % du PIB)		
	2019	2020 proj.	2021 proj.	2019	2020 proj.	2021 proj.
Etats-Unis	2,2	-4,3	3,1	3,7	8,9	7,3
Chine	6,1	1,9	8,2	3,6	3,8	3,6
Eurozone	1,3	-8,3	5,2	7,6	8,9	9,1
Allemagne	0,6	-6	4,2	3,1	4,3	4,2
France	1,5	-9,8	6	8,5	8,9	10,2
Italie	0,3	-10,6	5,2	9,9	11	11,8
Espagne	2	-12,8	7,2	14,1	16,8	16,8
Royaume-Uni	1,5	-9,8	5,9	3,8	5,4	7,4
Japon	0,7	-5,3	2,3	2,4	3,3	2,8
Inde	4,2	-10,3	8,8	nd	nd	nd
Russie	1,3	-4,1	2,8	4,6	5,6	5,2
Brésil	1,1	-5,8	2,8	11,9	13,4	14,1
Pays avancés	1,7	-5,8	3,9			
Pays émergents	3,7	-3,3	6			
Monde	2,8	-4,4	5,2			

Source : FMI octobre 2020

Eu égard à la situation très difficile du dernier trimestre 2020, et ce dans toutes les régions du monde, ces prévisions comprennent un degré d'incertitude élevé car elles se basent sur des facteurs de santé

publique et économiques aléatoires. La résurgence de la pandémie va certainement entraîner une baisse de ces prévisions. Ensuite, toujours d'après le FMI, après le rebond de 2021, la croissance mondiale va progressivement ralentir à environ 3,5 %. La pandémie va ainsi mettre en berne tous les progrès engrangés depuis les années 90 en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités.

Les résultats du PIB au deuxième trimestre ont livré des surprises positives et les premiers résultats du troisième trimestre vont dans le même sens. À mesure que les pays ont rouvert leur économie et levé les restrictions aux dépenses, l'activité globale s'est normalisée. L'embellie après le creux du mois d'avril s'est d'abord manifestée dans le commerce de détail grâce à une hausse des dépenses des ménages. Les entreprises sont restées plus attentistes face à ce sursaut puisque dans de nombreux pays, la production industrielle est encore bien inférieure aux niveaux de décembre. Le commerce mondial a progressé dès juin, en raison de la vigueur de la reprise chinoise. Les exportations de la Chine se sont remises des lourdes chutes du début de l'année, à la faveur d'un redémarrage plus précoce de l'activité et d'une forte hausse de la demande extérieure d'équipement médical et de matériel facilitant le passage au télétravail.

Les nouvelles n'ont cependant pas été positives partout. Le PIB au deuxième trimestre a été inférieur aux attentes dans les pays, par exemple, où la demande intérieure s'est effondrée à la suite d'une très forte chute de la consommation et des investissements (comme en Inde) et où la pandémie a continué de se propager (comme au Mexique). Aux États-Unis et dans la zone euro, l'économie s'est contractée à un rythme record lors du deuxième trimestre, mais moins que prévu initialement, grâce aux aides de l'État pour compléter le revenu des ménages.

Les perspectives se sont dégradées dans certains pays émergents où le nombre d'infections augmente rapidement. Hors Chine, ces pays vont subir une lourde perte de production ce qui va remettre en cause les perspectives de convergence mondiale des niveaux de revenu.

Ainsi, le FMI prévoit, en raison des publications du deuxième trimestre notamment en Chine et des différentes mesures prises par les banques centrales et les gouvernements, une amélioration de la croissance sur 2020 par rapport à ses précédentes estimations de juin. Ces différentes actions ont permis de préserver le revenu des ménages, la solvabilité des entreprises et les crédits. La crise financière de 2008/ 2009 a ainsi pu être évitée.

2/ La situation européenne, les points de divergence entre la France et l'Allemagne

La pandémie de COVID-19 et les confinements qui vont de pair ont poussé les pouvoirs publics à prendre des mesures budgétaires sans précédent qui totalisaient 11 700 Md\$, soit près de 12 % du PIB mondial, en septembre 2020. Les mesures budgétaires consistaient pour moitié à répondre à des dépenses ou à combler une perte de recettes, notamment des réductions d'impôts temporaires, l'autre moitié prenant la forme de mesures de soutien à la liquidité, dont des prêts, garanties et injections de capitaux par le secteur public. Cette riposte des autorités a permis de sauver des vies, de venir en aide aux personnes et entreprises vulnérables et d'atténuer les retombées sur l'activité économique.

L'analyse de l'évolution des perspectives en matière de PIB et de chômage de la zone euro montre des divergences importantes. En 2020, la zone euro devrait régresser en termes de PIB de 8,3%. L'écart est substantiel entre l'Europe du Nord et du Sud, puisque l'Allemagne ne perdrait que 6% de croissance avec un taux de chômage de 4,3% alors que la France, l'Italie et l'Espagne devraient être autour de -10% et -12,8% pour l'Espagne et un taux de chômage entre 8,9% pour la France et 16,8% pour

l'Espagne, sans amélioration sur 2021. Au contraire la France aurait toujours selon le FMI un taux de chômage en 2021 de 10,2%, soit la plus forte augmentation avec la Grande-Bretagne, cf tableau précédent.

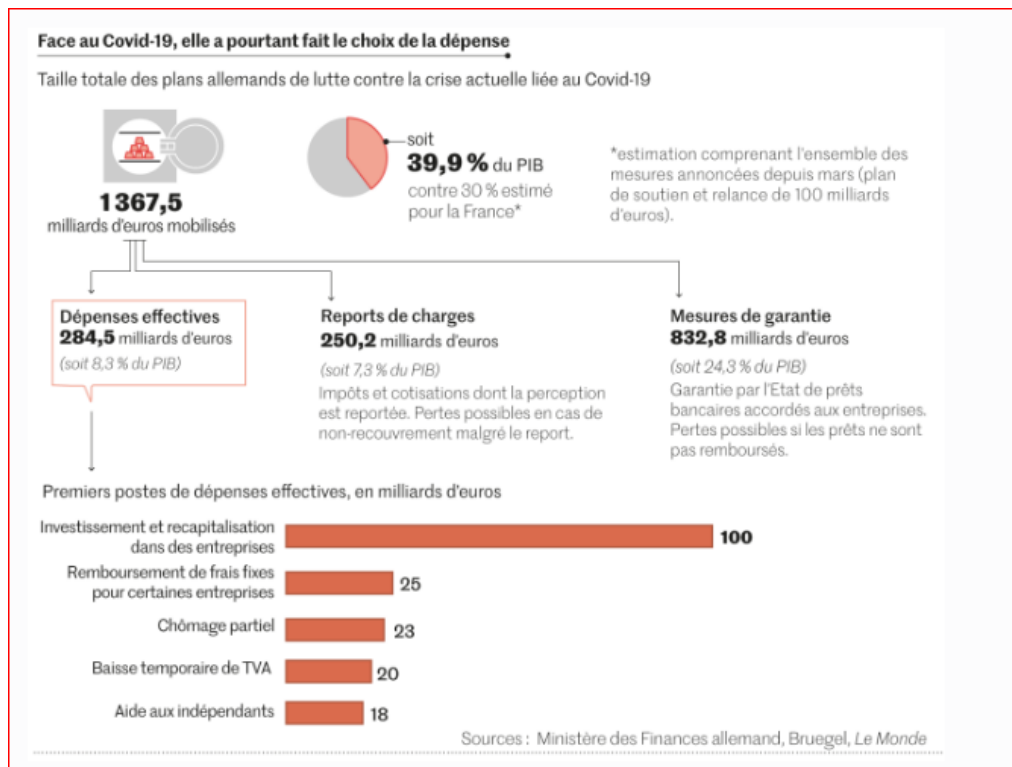
Les moyens mis en œuvre par l'Allemagne pour contrer la crise semblent être beaucoup plus efficace et ces résultats confirment le retard de l'Europe du Sud et singulièrement de la France par rapport au modèle rhénan. La réaction énergique de l'Allemagne face à la crise risque de nous placer loin derrière elle pour plusieurs années. Analysons les principaux facteurs différenciants des deux modèles.

Premier élément favorable pour l'Allemagne, elle aborde cette crise avec des marges de manœuvre supérieures en raison de finances publiques plus vertueuses. Avant la crise, le budget allemand était en excédent et sa dette ne dépassait pas les 60 % du PIB. Après cette crise, le ratio d'endettement sur PIB ne devrait pas excéder les 75 %, soit un niveau confortable. En comparaison, le déficit public français devrait atteindre le chiffre inédit de 11,4 % du PIB à la fin de l'année, tandis que la dette pourrait frôler les 120 % du PIB. L'Allemagne a ainsi su (ou pu) adopter une meilleure stratégie de lutte contre le virus, avec plus de tests et une politique de confinement plus adapté. Elle sort moins affectée que la France ou le Sud de l'Europe de cette crise sanitaire. Elle n'est néanmoins pas épargnée par la crise et d'ailleurs, en raison du ralentissement du commerce mondial, elle était en récession avant même la crise du Covid. Le modèle exportateur allemand a très tôt souffert du ralentissement chinois et de la fermeture des débouchés européens, d'où l'acceptation par Merkel du plan de relance européen. Les mesures de relance ont alors été beaucoup plus conséquents. Ainsi, en France, le plan d'aide représente (en dehors des garanties de prêt et des reports de paiement) seulement 2,4% du PIB, alors que les aides allemandes en représentent 11% pour un PIB supérieur de l'ordre de 40%. Ces mesures ne concernent pas uniquement le système de santé ou la trésorerie des entreprises mais s'inscrivent dans un vrai projet de relance industrielle en faveur des entreprises et des ménages. L'Allemagne va ainsi apporter 50 Md€ pour son secteur santé, 50 Md pour l'e-mobilité et le travail à distance et une baisse de la TVA (de 19 à 16%) et d'autres impôts pour 35 Md€.

Le plan de relance s'ajoute à l'énorme plan de plus de 1 000 Md€ mis en place en mars, au plus fort de la pandémie, prévoyant des aides aux entreprises et des milliards d'euros de prêts garantis.

L'Allemagne s'est ainsi engagé dans un stimulus fiscal conséquent. Du côté des entreprises, l'Allemagne prévoit 50 Md€ d'aides directes aux micro entreprises et indépendants, et un programme de 100 Md€ pour recapitaliser les entreprises victimes de la crise sanitaire. C'est donc près de 300 Md€ de dépenses effectives qui vont être injectées dans l'économie et l'investissement post confinement.

La France paraît trop attendre de l'hypothétique fonds de relance européen, qui sera mis en œuvre tardivement. Sur les 349 Md€ du plan européen, seuls 5,9% seront mobilisables en 2021, et la quote-part française est de 10,4% : autrement dit, l'impact de la relance européenne en France en 2021 ne sera que de 2 Md€. Avec le plan de relance de 100 Md€, la France est donc loin d'être à la hauteur des exigences.



La France ne réagit donc pas assez vite à la contraction du PIB, tout comme en 2008, et en paiera encore le prix en 2021. A l'inverse, l'Allemagne se sera en partie sortie de l'ornière à cette date. Après dix ans de croissance plus forte de l'autre côté du Rhin, l'équilibre des forces économiques est donc loin de s'inverser.

3/ Des préconisations pour sortir la France de la crise et lutter contre le chômage et les inégalités

Face à une situation qui risque de se complexifier encore, Il est important de proposer des contre-mesures budgétaires, notamment pour atténuer les pertes de revenus, encourager l'embauche, accroître l'aide sociale, assurer le crédit et injecter des capitaux dans les entreprises. Pour préserver les emplois, il faut continuer à aider les entreprises, mais en mettant en place des contraintes en matière de sauvegarde de l'emploi. Des moratoires sur le service de la dette et des apports de fonds propres ou d'actifs similaires devront être consentis en déployant et en renforçant le rôle de la BPI. Tout au long de la résorption de cette crise, les travailleurs devront être soutenus, notamment par des transferts de revenus, des projets de reconversion et des programmes de recyclage, d'où un accroissement des budgets de formation.

L'objectif est de consacrer une part plus importante du PIB à des dépenses directes et à un appui à la liquidité. Le volet social est également important. Des pertes de production persistantes supposent un net recul des conditions de vie par rapport à ce qui était prévu avant la pandémie. L'incidence de l'extrême pauvreté va ainsi augmenter et les inégalités vont s'accroître, car la crise touche de manière disproportionnée les femmes, les travailleurs de l'économie informelle et les personnes ayant un niveau d'instruction relativement faible. Le recul de l'accumulation de capital humain après la fermeture généralisée des écoles constitue aussi un défi supplémentaire.

Un débat sur la fiscalité des personnes et des entreprises doit être mis en place immédiatement. Il est nécessaire d'accroître la progressivité des impôts, veiller à ce que les entreprises paient leur juste part de charges fiscales et, dans le même temps, éliminer les dépenses inutiles et favoriser les entreprises qui embauchent et qui investissent. Ces mesures de soutien à court terme doivent être conçues de

façon à placer la France sur la voie d'une croissance plus forte, plus équitable et plus durable. Pour y parvenir, nous proposons une forte impulsion en faveur des infrastructures publiques respectueuses de l'environnement, une augmentation progressive des prix du carbone et une indemnité pour les ménages à faibles revenus visant à rendre la transition équitable. De manière plus générale, un renforcement du dispositif de protection sociale permettant de combler les lacunes constatées peut permettre de protéger les plus vulnérables tout en soutenant l'activité à court terme. Les investissements dans la santé et l'éducation (notamment pour remédier aux pertes subies pendant la pandémie) doivent aussi contribuer à assurer une croissance participative et inclusive.

Nous devons présenter des arguments solides en faveur de l'investissement public en ces temps d'incertitude accrue. Ces initiatives ont permis d'éviter des effondrements encore plus extrêmes et rappellent avec force que des mesures efficaces et bien conçues permettent de protéger les personnes et de préserver le bien-être économique collectif. Sur la base de ces initiatives, les mesures prises au cours de la prochaine phase de la crise doivent avoir pour objectif d'améliorer durablement l'économie française afin de créer un avenir sûr et prospère pour tous.

Pour soutenir la reprise, il faudra également resserrer la coopération internationale dans le domaine de la santé.

Conclusions

La crise actuelle a accentué des problèmes existants et en a créés de nouveaux. Parmi ceux qui existaient déjà figurent la faible croissance de la productivité, le changement climatique, la transition numérique, le vieillissement et le creusement des inégalités. La crise a mis à mal l'offre potentielle, entraîné un accroissement des dettes et fait obstacle à l'accumulation de capital humain. Il est indispensable que les pouvoirs publics s'attaquent à tous ces problèmes pour favoriser la reprise, limiter les séquelles de la crise à moyen terme et permettre à l'économie française de devenir plus résiliente, plus verte et plus intelligente au sortir de la pandémie.

Le plan du gouvernement français proposé n'est pas à la hauteur des attentes. Notre stratégie est de proposer un nouveau plan d'investissement financé par un lancement d'un grand emprunt national, sous forme de subventions et non de prêts puisque les entreprises et les collectivités sont déjà suffisamment endettées. Ce plan devra servir comme indiqué plus haut des investissements ciblés dans la santé (hôpital public), dans les transports, principalement le ferroviaire, un plan de réhabilitation énergétique des logements (bâtiments publics et habitat social) et dans l'éducation (résolution de la fracture sociale liée à l'accès au numérique).

En résumé, la question de l'enveloppe budgétaire posée et des objectifs en matière d'investissement, la réindustrialisation se fera par :

- la reprise des investissements de productivité et de capacité pour restaurer la compétitivité de l'offre : formation et recherche sont les points essentiels pour contrer la désindustrialisation.
- la relance de la demande pour fournir aux entreprises un marché domestique solvable par le biais d'une hausse des salaires.
- Un financement des entreprises par des investissements publics et privés et par des mesures d'incitations fiscales fortes

Propositions clefs :

Affirmer le rôle de l'état en tant que stratège industriel, incitateur du développement industriel, équilibrage régional et aides au financement.

Définir avec l'Allemagne une première feuille de route ayant comme objectif une convergence fiscale

Définir avec les territoires des champs de compétitivité à l'échelle européenne, des priorités industrielles sur des secteurs où nous sommes compétitifs.

Modulation de l'impôt sur les sociétés en taxant davantage les bénéfices distribués et les rachats d'actions. Hausse de la taxation des transactions boursières et en particulier les activités de trading à haute fréquence.

Simplification de l'impôt et rééquilibrage entre les contributions effectives acquittées par les grands groupes et les PME.

Lutte contre le dumping fiscal et social au niveau européen.

Drainer l'épargne des ménages vers le financement des PME (réflexions sur un redéploiement de l'assurance vie).

Doublement du plafond du PEA même pour les anciens contrats de 150 000 à 300 000 €).

Baisse du taux d'imposition sur les unités de compte et hausse de l'imposition pour les contrats garantis en euros.

Lancement d'un fonds souverain afin de soutenir les investissements de la transition énergétique

Jean-Noël Vieille, secrétaire de section et voté par l'ensemble de la section (06 85 91 26 26)

Frédérique Dutreuil

Pierre-Michel Escaffre

Romain Girard

Nicolas Larmagnac

Yannick Dejoie